



## ALLONS VOIR SI LA ROSE

### édito

## sommaire

édito	page	1
roseraie		
▪ Pour une politique socialiste de l'immigration	page	2
▪ Le Parti Socialiste et les droits des homosexuels	page	4
▪ La relance, et après? De la réforme fiscale comme fondement de la politique économique	page	5
le bouquet : les socialistes comprennent-ils la crise ?		
▪ Relance et importations : la fausse leçon d'économie du gouvernement	page	6
▪ D'insuffisances en approximations, les réponses de Sarkozy à la crise sociale..	page	9
pétales?		
▪ L'empire d'essence	page	7
épines		
▪ Impression, Parti Socialiste couchant	page	10
▪ Pour une contre-proposition socialiste à la réforme des territoires	page	12
▪ Proposer, encore proposer, toujours proposer... et puis agir !	page	13
éclosion		
▪ Se donner bonne conscience ?	page	15
▪ Plan Campus et aménagement du Plateau		

P

lusieurs semaines de crise, et une situation bloquée. A elle seule, la crise des universités et laboratoires de recherche illustre parfaitement la faillite de la méthode Sarkozy. Celle-ci est fondée sur la logique suivante : puisque nos réformes ne seront pas populaires, et seront même en contradiction avec les objectifs qu'elles affichent, il faut les faire rapidement, pour passer au sujet suivant et empêcher le débat politique de s'installer. On passe ainsi d'une visite d'usine à un discours à l'hôpital, faisant des promesses, assénant des mensonges, et le lendemain on est passé à autre chose, espérant que les promesses seront oubliées, et que la réplique aux mensonges ne passera pas le cap des médias. Cette méthode s'illustre à l'Assemblée Nationale, où les députés seront bridés dans leur capacité d'opposition, avec la restriction du droit d'amendement, tout cela pour faire passer toujours plus vite les lois que l'UMP impose à la France. Mais cette méthode ne peut durer plus que quelques mois. Ses limites sont vite atteintes, et nous le vivons aujourd'hui.

Alors qu'il y a quelques semaines Valérie Pécresse était admirée pour avoir réussi à imposer sa loi LRU sans trop de vagues, la voici aujourd'hui attaquée de toutes parts. C'était pourtant prévisible : comme l'ont bien défendu les députés socialistes lors du débat parlementaire, cette loi ne répond pas aux besoins et aux problèmes des universités. Pire, elle en crée de nouveaux, comme on a pu le voir avec la crise dans les IUT cet automne, et avec le décret sur le statut des enseignants-chercheurs cet hiver. Valérie Pécresse, à l'époque, a cru bon de passer en force, au cours de l'été : cette violence politique lui revient comme un boomerang. Pareil sur la réforme de la formation des enseignants : en voulant brusquer les choses, sans fixer de réels objectifs à cette réforme, si ce n'est celui d'économiser le salaire des stagiaires d'IUFM, le gouvernement se heurte à une fronde très large. Idem enfin dans les organismes de recherche, qui se mobilisent contre leur démantèlement.

Ces réformes, marquées par la régression, sont en fait destinées à permettre des économies dans le secteur public, en commençant par les emplois. En supprimant un millier d'emplois scientifiques, le gouvernement a fait la preuve que la recherche et l'enseignement supérieur ne sont sa priorité que dans les discours... ou dans les annulations de crédits ! Quant à ces derniers, ils ont illustré le mépris dans lequel Nicolas Sarkozy tient ceux qui ont pour mission de produire et transmettre le savoir : une posture indigne pour un Président de la République.

Du côté du Parti Socialiste, l'heure est à la mobilisation, et cela depuis le début du mouvement. Nous avons ainsi à de nombreuses reprises sollicité le gouvernement pour qu'il entende la clameur des amphes, pour qu'il suspende ses réformes, rétablisse les postes supprimés et ouvre enfin une vraie négociation. Si des avancées ont pu être notées, elles restent très insuffisantes. Nous avons proposé, devant le discrédit dans lequel était tenue la mission confiée par Valérie Pécresse à une médiatrice, de former une mission avec des parlementaires de la majorité et de l'opposition. En vain. Et pourtant, il faut sortir de la crise. Nous continuerons à jouer notre rôle en nous opposant aux mauvaises réformes et en proposant des alternatives. Celles-ci, nous choisissons de les construire avec les acteurs de terrain, ceux qui connaissent la complexité de la situation, souhaitent la voir évoluer, et se battent au quotidien pour exercer au mieux leurs missions dans des conditions pourtant défavorables. Notre méthode s'appuie sur la rigueur, ce n'est pas aussi séduisant que l'agitation sarkozienne, mais la science nous a prouvé que c'est la seule voie possible d'une démarche sérieuse.

**Bertrand Monthubert**

secrétaire national à l'enseignement supérieur et à la recherche

## Pour une politique socialiste de l'immigration

*Entre la politique d'expulsions médiatique de Nicolas Sarkozy, contraire aux principes de la République et aux droits de l'Homme, et l'ouverture complète des frontières, le Parti Socialiste cherche un juste équilibre. Les sections universitaires du Parti Socialiste proposent une vision réaliste et progressiste de l'immigration, en définissant des conditions de régularisation satisfaisantes, tenant compte de critères fondés sur la situation familiale, le travail et la durée de vie en France, tout en en défendant une politique d'accompagnement et en proposant des pistes pour améliorer leur intégration.*

**L**a situation actuelle reflète en effet une hypocrisie totale, où l'on fait semblant d'accueillir quelques travailleurs étrangers dans de mauvaises conditions et où l'on ferme les yeux sur un grand nombre de clandestins qui servent de main-d'œuvre taillable et corvéable, sans aucun droit, privée de l'accès au logement et à la santé, parce qu'en pratique très peu de clandestins vont se faire soigner de peur d'être arrêtés, bien qu'ils disposent de la CMU. Clandestins que l'on soumet quand le besoin médiatique et politique s'en fait sentir à une chasse à l'homme proprement inhumaine et contraire aux valeurs de la République, alors que les tenants de la question de l'immigration sont avant tout économiques et sociaux et qu'ils ne relèvent pas d'un problème d'identité nationale.

### **Les clandestins représentent moins de 1% de la population française**

Contrairement à une idée reçue, orchestrée et véhiculée par la droite, le nombre d'immigrés et tout particulièrement de clandestins ne représente qu'une faible part de la population française totale. Depuis le recensement de 1999, la population immigrée en France regroupe officiellement un peu plus de 4 millions d'individus. On distingue parmi les immigrés les étrangers et ceux ayant acquis la nationalité française. Les immigrés naturalisés regroupent déjà 40% des immigrés. Les étrangers ne représentent quant à eux que 60% des immigrés. Les étrangers en France forment donc une communauté de 2,7 millions d'individus, soit 4,7% de la population.

Sur les 4,3 millions d'immigrés en France, 44,9% sont originaires d'Europe. Il s'agit essentiellement d'Espagnols, d'Italiens et de Portugais. Les immigrés non européens ne représentent donc que 4,1% de la population nationale. La part d'immigrés ou d'étrangers est donc relativement faible au sein de la population française. En 2003, la France n'a délivré un titre de séjour qu'à 50 000 conjoints de Français, 26 700 immigrés au

titre du regroupement familial, 11 000 réfugiés ou familles de réfugiés et 6 500 travailleurs salariés. En plus des immigrés légaux, il faut toutefois ajouter les immigrés clandestins. Le nombre de clandestins en France est très inférieur à celui des immigrés en situation régulière. Selon le Ministère de l'Intérieur, il est compris entre 200 et 400 000 personnes. Ce nombre représente environ 0,5% de la population française.

### **Les immigrés participent au développement économique de la France**

Seuls le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède ont ouvert leurs frontières sans restrictions aux travailleurs des nouveaux pays membres de l'Union Européenne dès leur adhésion. La main-d'œuvre de ces pays est généralement qualifiée et apporte des compétences recherchées dans des secteurs en tension. Les entreprises françaises peinent en effet à trouver la main-d'œuvre nécessaire dans plusieurs secteurs-clés de l'économie : le bâtiment, le commerce, l'industrie lourde, l'hôtellerie, la restauration, les services de santé et l'agriculture. Sans doute ne faut-il pas se résoudre à cette carence en travailleurs nationaux et réfléchir aux raisons de fond du désamour de ceux-ci pour ces professions ? Il n'en demeure pas moins qu'à court et moyen terme, la régularisation des sans-papiers travaillant dans ces secteurs permettrait de lutter contre le travail non déclaré, ce qui permettrait une plus grande conformité aux normes de travail et une meilleure cohésion sociale. De plus, l'augmentation du volume d'emploi grâce à l'immigration se traduit en période de croissance par un effet positif sur le niveau d'activité dans l'économie, chiffré à 0,1 point de croissance pendant un an pour l'arrivée de 50 000 nouveaux migrants une année donnée. Il faut mettre en avant cette donnée keynésienne : les migrants consomment et réinvestissent une partie non négligeable de leur revenu dans l'économie française, en particulier en biens consommables.

Néanmoins l'immigration économique ne peut, ni ne doit, être mise en concurrence avec les autres formes d'immigration, parce qu'elles sont complémentaires et fortement imbriquées. Si les étrangers entrent au titre de l'immigration familiale, qui est la voie la plus sûre, ils n'en intègrent pas moins le marché du travail, pour les adultes du moins (soit 65% du total). On estime que 75% d'entre eux trouveront rapidement un emploi. Ces deux aspects de l'immigration sont indissociables ; en particulier, la reconstitution de la cellule familiale éclatée au moment du départ joue un rôle important dans la stabilisation et l'intégration. Nous pensons en outre qu'il faut accroître la mobilité des étrangers et faciliter leur retour au pays, sans hypothéquer la possibilité de revenir en France à un autre moment de la vie, pour que l'immigration profite également aux pays d'émigration par le retour de capitaux et de savoir-faire. De surcroît, il s'avère que les immigrés les plus précarisés, familialement comme économiquement, sont les plus prompts à rester en France. Penser limiter l'immigration en empêchant ou en entravant le regroupement familial n'est donc qu'une vue de l'esprit.

L'immigration ne contribue pas à la hausse du chômage. Il est nécessaire de critiquer les idées reçues, et répandues par la droite, qui rendent les immigrés responsables du chômage et de l'insécurité, et de montrer que la précarisation de l'emploi s'inscrit dans une évolution globale de l'économie et touche aussi et même davantage les étrangers. Par rapport à la main-d'œuvre française, un argument revient sans cesse : les immigrés feraient baisser les salaires et augmenter le chômage. Or, toutes les études économiques et historiques sur des cas d'afflux massifs de travailleurs étrangers montrent que l'impact est très faible, voire inexistant, parce que les travailleurs immigrés ne sont ni sur les mêmes secteurs, ni sur les mêmes bassins d'emploi, et n'entrent donc pas en concurrence avec les travailleurs français.



## Le Parti Socialiste et les droits des homosexuels

*La question de la relation entre la gauche et l'émancipation des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transsexuels ne nous vient pas naturellement à l'esprit. Dans notre inconscient de militant ou sympathisant socialiste, on associe l'ouverture, le droit des minorités ainsi que le libéralisme des mœurs aux causes défendues depuis toujours par le Parti socialiste.*

**P**ourtant, dans l'espace public, les voix s'élevant au nom des homosexuels se situent hors du parti socialiste. A titre d'illustration, on pense à des mouvements tels qu'Act Up, cette association, créée en 1989 pour défendre les droits des malades du SIDA. Elle ne regroupe qu'entre cent et deux cents membres. Malgré son faible poids numérique, elle a su inventer une nouvelle forme de militantisme, consistant en actions « coups de poing » où l'objectif est autant l'occupation de la rue que l'investissement du champ médiatique. Pendant les années 90, elle a permis aux malades du SIDA de se réapproprier leur corps en luttant contre les politiques sanitaires publiques teintées d'hygiénisme et de stigmatisation contre les homosexuels. Dans les années 2000, cette association a intégré à son action la revendication de l'ouverture du mariage civil aux homosexuels. Son action, nécessaire, ne peut que se situer hors du cadre des partis de gauche. Celle-ci a été autant dirigée contre les gouvernements de gauche (Cresson, Béregovoy ou Jospin) que contre les dirigeants de droite. D'ailleurs, il paraît difficile d'intégrer à un parti comme le nôtre dit « de gouvernement » des actions tendant à la subversion totale, telles que des interruptions d'offices religieux à Notre-Dame. Comme le font entendre les militants d'Act Up, les épreuves que sont le SIDA et la stigmatisation des homosexuels les ont façonnés ainsi que leurs corps. **Il est légitime que ce soient eux, et non des partis, qui portent haut le savoir ainsi constitué et ce, contre sa réappropriation par toute organisation politique, étatique ou sanitaire.**

La voie est donc étroite pour le Parti socia-

liste. **Nous ne pouvons parler au nom des homosexuels et se faire leur porte-voix. Mais, en tant que parti volontariste et réformiste il doit réintégrer les revendications homosexuelles dans un projet de société libérale.** Longtemps, dans le surmoi socialiste demeurerait cette vision traditionnelle de la famille comme lieu de solidarité et comme remède à l'individualisme. En 1998, interpellé par le groupe Homosexualité et socialisme et par les partenaires de la gauche plurielle, la majorité parlementaire de gauche s'est emparée du sujet en proposant à l'Assemblée nationale le Pacs. Cette proposition a fait apparaître dans toute sa force la schizophrénie du Parti socialiste concernant les droits LGBT. Le gouvernement ne s'implique que mollement dans la promotion du projet. Le 9 octobre, victime de l'abstention des députés de gauche, le texte est rejeté. Si ce texte a été finalement voté, c'est seulement dû à la volonté du gouvernement de réparer

un échec qui, largement médiatisé, véhiculait une image de désunion dans le camp majoritaire. La schizophrénie à l'œuvre dans les tribulations du PACS se retrouve encore aujourd'hui dans les discours tenus par les responsables socialistes. Prenons par exemple la motion défendue par Martine Aubry au Congrès de Reims. Si ses auteurs clament qu'ils sont « favorables à ouvrir le mariage et l'adoption aux couples homosexuels », ils affirment en premier lieu que « la famille constitue la base de l'éducation et le lieu premier de la constitution des repères ». Or l'on sait ce que recèle en sous-entendus patriarcaux et conservateurs une telle définition « civique » de la famille. **Tant que les socialistes ne se seront pas rendus compte que c'est l'investissement par l'Etat dans la**

**famille de vertus civiques et solidaires qui est à l'origine du modèle hétéronormé – et de la stigmatisation concomitante des couples homosexuels – leur discours demeurera empreint de cette même schizophrénie qui nous a tant fait honte lors du vote du PACS.**

L'urgence est à la liberté dans le choix des modèles familiaux. Le champ des possibles pour les individus, qu'ils soient homosexuels ou non, doit être agrandi. L'identité sexuelle doit cesser d'être un facteur déterminant dans l'épanouissement de chacun. Comme le montre cet éditorial de la lettre d'Homosexualité et socialisme, le triomphe du PACS a été son caractère global : « 10 000 pacs sont signés chaque mois. Un sur huit seulement concerne un couple de même sexe. Cela valide la première intuition des socialistes : en répondant aux difficultés qui pèsent sur une partie de la population, il est possible d'innover et d'améliorer la vie de tous ». Il faut, avec le droit au mariage et à l'adoption des homosexuels, reproduire le coup de maître qu'a été le PACS : une vision globale, libérale et assumée de la question des mœurs. Ce n'est qu'ainsi que les homosexuels pourront obtenir leur émancipation complète. **En accédant, pour ceux qui le souhaitent, à la reconnaissance sociale apportée par le mariage et la filiation, le sort des homosexuels fera l'objet de moins de stigmatisation. L'orientation sexuelle cessera alors définitivement de constituer un déterminisme social majeur.** Corrélativement, le mariage ne sera plus cette aire – exclusivement hétérosexuelle – sacralisée par la République, mais une voie parmi d'autres dans le cours de vie des Français.

Sebastien Billows ■  
Section ■ Sciences Po-Jean Zay



## Les socialistes comprennent-ils la crise ?



### Relance et importations : la fausse leçon d'économie du gouvernement

*Le plan de relance proposé par les socialistes a été balayé d'un revers de main par la majorité UMP au motif qu'une relance « par la consommation » donnerait lieu à une hausse importante des importations et relancerait donc les économies de nos partenaires commerciaux plus que la nôtre. La majorité comme une partie des media peuvent alors reprendre la grille de lecture traditionnelle « gauche généreuse mais loin des réalités économiques » contre « droite dure mais réaliste ». Sauf que, comme toujours, cette vision ne résiste pas à quelques minutes d'analyse économique.*

Assuposer que l'argument avancé soit vrai, la conclusion à en tirer est d'abord que la relance devrait être concertée au niveau européen. Le gouvernement ne peut être tenu pour entièrement responsable de l'absence de concertation, mais il faut bien constater que la présidence française de l'Union s'est plus penchée sur la politique migratoire que sur la politique économique, avec un sens de l'à-propos discutable, et que la diplomatie toute relative dont Sarkozy fait preuve à l'égard des Tchèques, actuels Présidents de l'Union, n'a pas dû beaucoup aider.

Ensuite, s'il est vrai que la relance par la consommation souffre d'une « fuite » par les importations, il est faux de prétendre que la relance par l'investissement n'en souffre pas. L'erreur se situe à deux niveaux : le plus basique est d'oublier que les entreprises aussi importent, et même en valeur plus que les ménages. La deuxième est d'oublier que le principe de la relance par l'investissement est que les entreprises qui ont de nouvelles commandes paient des salariés qui eux importeront.

Le principe de la relance keynésienne est assez simple : l'Etat passe de nouvelles commandes auprès d'entreprises, celles-ci augmentent donc leur production, ce qui

augmente directement l'emploi. L'argent versé par l'Etat à l'entreprise lui sert à payer des biens intermédiaires (dont beaucoup sont importés), rémunérer ses salariés, rembourser ses dettes et rémunérer des propriétaires. L'argent se retrouvera donc chez les entreprises qui auront fourni les biens intermédiaires, les salariés, les prêteurs (banques ou détenteurs d'obligations) et les propriétaires. Les entreprises à leur tour dépenseront cet argent, les ménages en épargneront une partie et utiliseront le reste pour se procurer des biens et services auprès d'autres entreprises etc.

Mener une politique de relance efficace consiste à « faire tourner » l'argent injecté autant de fois que possible en évitant qu'il ne « sorte » du circuit. Il faut donc éviter que l'argent ne se retrouve trop vite dans la poche de ménages ou d'entreprises qui l'épargneront ou s'en serviront pour importer.

Certes, une relance par l'investissement a un effet « direct » sur l'emploi en soutenant la production, tandis qu'une relance par la consommation est réduite par l'épargne et les importations des ménages. Mais quid des effets indirects, qui sont l'essence même de la relance ? Pour que ceux-ci soient importants, il faut au maxi-

mun cibler des entreprises qui importent peu et utilisent beaucoup de travailleurs, si possible peu qualifiés. Si le bâtiment est l'exemple classique de secteur satisfaisant ces critères, d'autres investissements comme la construction de nouveaux TGV sont beaucoup plus discutables. Le secteur le plus intéressant, complètement négligé, est probablement celui des services peu qualifiés. On aurait pu envisager notamment la création de nombreux emplois publics dans les domaines de la santé ou du social (il y a de quoi faire).

De plus, l'argent injecté via l'investissement ira d'abord aux salariés des entreprises concernées, soit à des personnes en emploi. Or en général plus une personne est riche (ou « moins elle est pauvre »), plus elle épargne et plus elle consomme de biens importés. Des aides aux chômeurs ou aux travailleurs à temps partiel peuvent donc avoir un effet plus fort qu'une relance via l'investissement.

Le principe de la relance est simple, mais mener une relance efficace est un problème extrêmement compliqué qui nécessite de savoir qui on cible et comment les groupes ciblés dépensent leur argent. Les données nécessaires existent mais sont manifestement peu ou pas utilisées, alors



nes usées ou cassées pour maintenir le stock de capital constant, avant même de penser à investir plus ou payer des dividendes), les impôts et taxes divers, l'investissement dans de nouvelles capacités de production, etc. Au final, le dividende par action est prévu à 2,28 euros alors que le cours de l'action oscille autour de 40 euros, soit un honnête 5%. Pas de quoi sabrer le champagne. En même temps, il n'y a rien là de très surprenant : si l'industrie lourde était le secteur le plus rentable au début du XXI<sup>e</sup> siècle, ça se saurait.

Je voudrais ensuite revenir sur ces fameux 2% de bénéfices consacrés aux salariés. Quel est de mon point de vue la part « normale » des profits à consacrer aux salariés ? Zéro. On pourrait dire que c'est une simple question de définitions : les profits sont la rémunération du capital, et les salaires la rémunération du travail. Au passage, pour les salariés, les actions de leur propre entreprise sont probablement l'un des pires placements possibles pour leur épargne. En effet, le but de l'épargne est de permettre de lisser la consommation, et en particulier de servir de réserve en cas de coup dur. Or en général, c'est quand une entreprise va mal (et donc généralement que son action est à un cours bas) que le risque de licenciement est le plus élevé ; bref, c'est au moment où vous allez vous retrouver au chômage que vos actions ne vaudront plus rien. Mais le fond du problème est que l'idée de verser aux salariés une part des profits au lieu d'augmenter les salaires n'est politiquement pas neutre. C'est un moyen de justifier une

gestion des entreprises, et plus généralement une politique économique, centrées sur la sphère financière, au nom des intérêts des petits porteurs : si nous avons une politique salariale très dure, des pratiques concurrentielles déloyales, et que nous versons des dividendes élevés, ce n'est pas par intérêt de classe, mais parce que nous pensons aux retraités pauvres, qui ont besoin de ces dividendes pour pouvoir manger. Le glissement sémantique est subtil : « petit porteur », ça évoque une grand-mère et son bas de laine plus que les requins de la finance, alors même qu'il s'agit en réalité (particulièrement en France) des classes les plus aisées. Les petits actionnaires ne sont petits que par rapport aux investisseurs institutionnels (fonds de pension, etc) et pas en termes de richesse individuelle. Rappelons qu'au début des années 2000, les 50% des ménages français les moins riches détenaient environ 10%

de la richesse totale, et seuls 17% de la population détenaient des actions. On est loin de la démocratie économique rêvée par les libéraux. Rappelons également que l'une des causes (ni la seule, ni la principale) de l'atonie de la croissance ces dix ou quinze dernières années en France est probablement le fait

que la part des profits dans la valeur ajoutée a augmenté largement au-dessus de sa valeur tendancielle de long terme (qui est en gros un tiers), ce qui a contribué à restreindre la consommation et donc la demande. Dans ces conditions, réclamer que les salariés aient une part plus grande des profits revient, pour paraphraser un proverbe anarchiste, à demander « puisque vous

m'avez pris ma montre, est-ce que vous pourriez au moins avoir la gentillesse de me donner l'heure ? ». Au contraire, le débat doit porter sur la répartition de la valeur ajoutée entre salaires et profits ; les syndicats doivent négocier pour que les salaires augmentent quand la valeur ajoutée augmente, au lieu de se laisser endormir par les sirènes de la participation des salariés au capital.

En conclusion, les actionnaires ne sont ni des vampires qui aspireraient toutes les forces vives de la nation, ni d'héroïques aventuriers prenant tous les risques pour améliorer le bien commun ; vouloir les éradiquer serait aussi ridicule que de les prendre en modèle. La seule chose raisonnable à faire est de s'asseoir à une table avec eux, de le faire remarquer que dernièrement, ils ont un peu abusé, et de leur dire, poliment mais fermement, « I want my money back ».



*Les syndicats doivent négocier pour que les salaires augmentent quand la valeur ajoutée augmente, au lieu de se laisser endormir par les sirènes de la participation des salariés au capital.*



Florent Buisson  
Section Jaurès ENS





## D'insuffisances en approximations, les réponses de Sarkozy à la crise sociale...

*Les propositions du Président manquent tout à la fois de pertinence et d'ambition. En ces temps de crise, "tout devient possible", mais surtout la fumisterie généralisée...*

**I**l faut rendre à César ce qui est à César, et donc laisser aux Etats-Unis ce qui est de leur fait : les causes de la crise économique et sociale ne sont pas françaises. Et ce bien que les établissements financiers français ne soient exempts de tout reproche (et loin s'en faut !) ... Mais, en l'absence de gestion concertée de l'impact de la crise, ses conséquences sociales auront bel et bien, elles, une dimension nationale. C'est donc à chaque gouvernement qu'il revient d'agir pour faire en sorte que la crise sociale, bien qu'inéluctable, ne prenne pas pour autant une ampleur dramatique.

Depuis le déclenchement de la crise, on ne peut reprocher à Nicolas Sarkozy une quelconque passivité. Sans aucun doute, le Président a été actif, il s'est même démultiplié, jusqu'à donner l'impression qu'il avait un don d'ubiquité. Mais, à mieux y regarder, cette activité est assez largement factice : faire des moulinets avec les bras et de grands gestes en tous sens, c'est aussi être actif... « Leur hâte au travail va jusqu'à l'essoufflement. On a maintenant honte du repos : la longue méditation occasionne déjà presque des remords. On réfléchit montre en main [...] Plutôt faire n'importe quoi que de ne rien faire », persiflait Nietzsche. Une phrase que l'on pourrait appliquer directement à l'action présidentielle : une multiplication des effets de manche qui ne parvient pas à masquer un manque de fond.

Les conséquences sociales seront fortes, et durables. Ce constat fait l'objet d'un large consensus. Les premières victimes, ce sont bien les Français, et non les entreprises (ne vous en déplaise, Madame Parisot). L'emploi est en effet le premier menacé : le Bureau International du travail a ainsi rendu publiques ses perspectives pour l'emploi mondial en 2009, qui sont particulièrement sombres après une année 2008 déjà alarmante. La litanie de suppressions de postes que subit

actuellement la France, véritable inventaire à la Prévert, prouve si besoin était qu'il n'y aura pas d'exception en la matière. L'ACOSS, qui établit une partie des statistiques relatives aux intentions d'embauche en France, relève ainsi que les entreprises privilégient depuis plusieurs mois désormais des CDD inférieurs à un mois, tentant par ailleurs de se séparer de leurs CDI. Le recours au chômage partiel est désormais massif. Bien évidemment, pour préserver l'emploi, il faut aider les entreprises : mais cette préoccupation légitime ne peut être la seule. Pour nombre de Français, c'est tout simplement la capacité à faire face au quotidien qui est en jeu. Et, en privilégiant très massivement l'investissement sur le soutien à la consommation, le Président n'a pas pris la mesure du danger. D'une formule lapidaire, Bernard Thibaut a résumé la situation : en termes de soutien public, les entreprises mènent « 8 à 2.5 ». En milliards...

### Quelles réponses ?

Face à ces enjeux dont chacun a bien compris qu'ils sont majeurs, que nous propose le Président ? Rien que de très insuffisant, semble-t-il. Les syndicats avaient fait de la journée de mobilisation du 29 janvier un moyen d'alerter le Président, dont la tour d'ivoire est tellement haute qu'il n'entend pas le son de la rue. Près de 2 millions de Français dans les rues, il s'agit d'un message fort... qui n'a pourtant pas été saisi par le Chef de l'Etat. Les réponses apportées par Nicolas Sarkozy lors de la journée de négociation du 18 février sont très largement insuffisantes, et les syndicats ne s'y sont pas trompés en estimant uniformément que « le compte n'y est pas ».

Les premières mesures sociales avaient été annoncées lors du 1er plan de relance (via un dynamisme accru des politiques de l'emploi et d'incitation à l'embauche, ainsi que par l'octroi d'une prime aux bénéficiaires du RSA). Puis la journée de négociation est arrivée, avec sa cohorte d'annonces. Certaines vont dans le bon

sens, il faut le reconnaître en toute objectivité : la meilleure indemnisation du chômage partiel, portée à un niveau supérieur à ce qui avait été décidé par les partenaires sociaux eux-mêmes (on arrive à 75% du salaire brut), la création d'un fonds social (reprise d'une proposition de la CFDT), et l'association des institutions représentatives du personnel à la gestion des aides publiques peuvent être saluées. Mais il faut alors s'empresser de signaler que ces mesures ne vont pas assez loin : le fonds d'investissement social, par exemple, semble abondé à un niveau très largement insuffisant au regard des situations qu'il va devoir financer. Le Chef de l'Etat a annoncé vouloir le doter, à terme, de 2.5 milliards d'euros, mais n'en propose que 0.8 dans l'immédiat. De même, le système de « bons d'achats de services à la personne » est dérisoire au regard de l'ampleur de la crise. On peut même pointer une contradiction logique : ces bons d'achat auront notamment vocation à financer la garde d'enfants, pour que plus de gens soient disponibles pour travailler. Certes, mais encore faut-il pouvoir trouver un travail, rétorquera-t-on, et le plan du gouvernement ne fait rien pour cela...

Lors de son intervention télévisée au soir du 18 février, Nicolas Sarkozy a martelé son refus d'une « politique de facilité qui sacrifierait l'avenir au présent, qui conduirait à la banqueroute ». C'est vrai qu'avec 2.5 milliards pour le social, le risque de banqueroute est durablement éloigné. Tout comme est durablement repoussé un plan de gestion à long terme des conséquences sociales de la crise. Les mesures annoncées par le Président sont, au mieux, des expédients qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Simon Vanackere ■  
Section ■ Sciences Po-Jean Zay



# épines

---

## Impression, Parti Socialiste couchant

La gauche est-elle « de retour », comme le proclament les éditorialistes ? Les preuves de ce retour seraient à cueillir dans l'actualité ; le pléthorique contre-plan de relance du PS, l'agit-prop' de son groupe à l'Assemblée, sa présence sur le macadam au côté des manifestants ; la colère sociale généralisée, bénéficiant d'un soutien populaire, et les multiples initiatives catégorielles, comme un appel à la liberté de la presse lancé par plusieurs titres de gauche, et le fameux « appel des appels », rassemblement de collectifs de professionnels (santé, justice, éducation ...) contre la politique sarkozyste.

« L'appel des appels ». Curieuse expression que l'on peut saisir en deux sens ; soit une figure d'amplification, ce que l'on appelle un épithète hébraïque (« le roi des rois ») ; soit un redoublement du sens du mot appel, une sorte d'appel au carré. Dans les deux cas, on est surpris par l'absence de contenu précis à cette dénomination. On connaissait les appels à quelque chose, on connaissait les appels lancés d'un endroit ; mais quel sens peut bien avoir un super-appel, ou un appel au carré ? Une sorte de pur cri de protestation ? On sait pourtant que les différents corps professionnels qui se sont associés apportent chacun leur analyse des méfaits de la politique gouvernementale, et souvent un corpus de contre-propositions. Cet appel de tous les appels n'est donc pas la manifestation d'une absence

de contenu. Il est, plutôt, la tentative de différentes protestations professionnelles de se faire mutuellement la courte échelle pour atteindre un niveau supérieur de protestation. Le niveau où les revendications catégorielles et les points de vue individuels s'harmonisent, ou fusionnent, sous l'égide du principe du bien commun : autrement dit, le niveau politique.

L'appel de tous les appels, comme nous le lisons, est donc le symptôme d'un débordement de contestations sectorielles orphelines qui, ne trouvant plus de débouché parmi les partis politiques, ont essayé de s'auto-organiser en un analogon de structuration politique. Qu'est-ce que cette forme de mobilisation inédite, émanant de professions votant traditionnellement à gauche mais souvent oubliées des socialistes (enseignants en premier lieu), veut dire de l'état actuel de la gauche, et du PS en premier lieu ?

Revenons à l'activité actuelle du PS. Le contre-plan de relance, tout d'abord. Que la direction du parti ait pris le temps de la réflexion pour le produire est respectable. Mais quel sens a un contre-plan conçu et diffusé avec plusieurs semaines de retard sur celui de Sarkozy ? Formellement, en outre, il constitue un contresens massif sur le moment historique dans lequel nous nous trouvons. Alors que la crise remet au goût du jour le débat idéologique, levant un peu le voile du libéral-conservatisme qui obturait le champ des possibles, l'heure est plus que jamais aux discours de politique générale, présentant une vision du monde

et dépassant le registre technocratique. C'est ce que prouvent l'enthousiasme hors-norme soulevé par Barack Obama, et le regain de popularité passager d'un Nicolas Sarkozy changé en apôtre de la rénovation du capitalisme. Comment justifier, dès lors, le format du plan de relance du PS : un document trop long, alternant morceaux de programme électoral, diagrammes et propositions techniques ? Qui vise ce texte, à qui parle-t-il ? Mystère. Qu'est-ce qui émergera dans le magma médiatique ? Quelle sera son efficacité pour les militants, pour marquer des points dans la bataille des idées, dans leur entourage, dans leur milieu professionnel ? Il ressemble au grand oral consciencieux d'un élève un peu laborieux, soucieux d'arborer tous les signes distinctifs de l'économiste sérieux. Qui parle pourcentage de PIB et points de croissance, pendant que le mouvement social bricole une coalition désespérée d'appels à un autre monde.



**L'appel de tous les appels est le symptôme d'un débordement de contestations sectorielles orphelines qui ne trouvent plus de débouchés parmi les partis politiques.**



On a l'impression, pour tout dire, de revenir dix ans en arrière.

Que le PS propose un plan de « relance » du système au moment où même la droite déclare vouloir changer ce dernier, que le PS réponde à la demande générale de sens par quarante pages de mesures techniques n'est pas un hasard. Ni même la faute exclusive de l'actuelle direction. C'est le fruit bien mûr de la lente dégénérescence de ce parti, vidé de sa substance intellectuelle et idéologique par l'interminable guerre de succession de François Mitterrand,

menée avec hargne par les diadoques de Solférino. Mû par des alliances d'appareil et de circonstance, protégé de la disparition pure et simple par son emprise sur les collectivités territoriales et par l'incapacité du reste de la gauche à faire émerger une alternative viable et crédible, ce grand paquebot à la dérive, privé de boussole politique, en est réduit à l'opportunisme au sens le plus strict : la saisie de toutes les occasions qui passent, pour se faire remarquer et donner le sentiment de son utilité. C'est ainsi que le parti bondit sur chaque manifestation pour y organiser un « point fixe » de dirigeants, comme si l'important pour la première force d'opposition était d'encourager le défilé depuis le bord de piste, comme d'autres les coureurs du tour de France, et non de porter un contre-modèle de société. Contre-modèle sans lequel les mouvements de protestations divers, aussi vigoureux soient-ils, auront beaucoup de mal à s'inscrire dans la durée.

La couverture du Libération du mardi 27 janvier dernier résumait assez bien – malgré elle – la situation. Titrant sur les « trois gauches anti-Sarkozy », « politique (...) sociale (...) intellectuelle », elle pointe les deux caractéristiques majeures de cette gauche qui nous semble plus sur le retour que de retour : la fragmentation et le dialogue de sourds entre partis, mouvement social et forces de réflexion ; et le positionnement purement en contre, hommage en creux à l'omniprésence sarkozyenne, et aveu manifeste d'incapacité à produire un projet fédérateur et structurant.

Dans un tel contexte, et sous l'effet de la crise économique, on peut prédire un beau succès au gauchisme verbal, qui fascine et aimante discours et pratiques, faute d'autre référent. En attestent de façon spectaculaire les trois pages d'interview accordées dans ce numéro du journal de Laurent Joffrin, ex-thuriféraire de la sociale-démocratie, au philosophe anti-parlementaire Alain Badiou, qui doit bien rire de

ce retour en grâce tardif au centre de l'establishment politico-médiatique qu'il aime à conspuer. Que l'on réduise le champ de la radicalité intellectuelle à une philosophie extrémiste, qui demande, dans Libération (et sans que contradiction lui soit apportée) que Sarkozy soit « chassé par la rue », en dit long sur la confusion ambiante, qui brouille tous les repères et stérilise le bon sens. Pour le plus grand bonheur du président.

On voit mal ce qui pourrait, à court terme, remettre un peu d'ordre dans cette gauche perdue dans le brouillard. On aimerait que ce soit le parti socialiste qui joue ce rôle. Il faudrait pour cela qu'il retrouve son souffle, et qu'il échappe à cette descente en pente douce qui le voit s'estomper doucement dans les esprits, à la manière d'une toile impressionniste. On en viendrait presque à penser que seul un électrochoc démocratique, porté par une personnalité charismatique, pourrait stopper cette déliquescence apparemment inexorable. L'obamania tricolore a encore de beaux jours devant elle !

Romain Pigenel ■  
Section ■ Jaurès ENS



## Pour une contre-proposition socialiste à la réforme des territoires

*Une opposition, une proposition. La méthode nouvelle utilisée par la direction du Parti Socialiste à l'occasion du plan de relance doit être renouvelée.*

La réforme des territoires constitue une opportunité pour consolider cette méthode. Les premières propositions du comité de réflexion Balladur font l'objet des vives contestations du PS – y compris celles de Pierre Mauroy, membre du comité qui regrette « une occasion gâchée ». Cette opposition est justifiée par une instrumentalisation électorale d'une réforme nécessaire, par l'ancien mentor de Nicolas Sarkozy. Le comité propose, par exemple, le démembrement de la région Poitou-Charentes, dont les départements seraient regroupés dans des régions différentes ; ou encore, le rattachement de l'Oise à l'Île de France. Ces propositions ne sont pas dénuées d'arrière-pensées.

La réforme territoriale est pourtant nécessaire pour notre pays. D'abord parce que les services déconcentrés de l'Etat sont toujours très présents malgré l'essor des collectivités territoriales depuis les premières réformes de décentralisation. Ensuite, parce que les collectivités sont nombreuses – 36 000 communes, 2600 intercommunalités, 100 départements, 22 régions. La taille des collectivités au sein d'un échelon peut varier très largement. Par exemple, la Picardie et l'Île de France ont des poids incomparables. Enfin, parce que les collectivités bénéficient d'une clause générale de compétence, qui prévoit qu'elles gèrent toutes les affaires concernant leur territoire. Cela pose un problème de responsabilité auprès des citoyens car ils ne savent pas si la politique publique a été mise en œuvre par leur commune, leur département ou leur région.

Pour relever ces défis, le PS doit effectuer une proposition de réforme territoriale alternative. Auditionnée par le comité Balladur, Martine Aubry avait

évoqué quelques pistes qu'il faudrait approfondir. « Nous souhaitons que le pays aille de l'avant, nous souhaitons aller plus loin dans la décentralisation » avait-elle indiqué.

Pour réaliser cette réforme, le PS doit s'appuyer sur une méthode qui a fait ses preuves : la concertation. On dit la France pas réformable. Pourtant, quand les mesures sont prises dans le dialogue, la France se transforme. Le développement des intercommunalités en a été une illustration. Le poids acquis par les communautés d'agglomérations et surtout par les communautés urbaines depuis la loi de 1999 les rend aujourd'hui incontestables. Pourtant, à l'époque, les élus étaient très réservés sur l'apparition de ces nouvelles collectivités. La loi de 1999 a fait preuve de souplesse. Les intercommunalités ne gèrent que ce que les communes membres décident de leur déléguer. Elles ont permis des économies d'échelle importante dans le tri des déchets, la gestion de la taxe professionnelle ou la construction d'infrastructures par exemple. Plus personne ne les remet en cause.

Aujourd'hui, la question de la taille de certains départements ou de certaines régions peut se poser légitimement. Le PS devrait formuler dans sa proposition alternative une possibilité de fusion entre les départements et régions qui le souhaitent. La méthode de la concertation éviterait le brusquement des élus et des citoyens. Les compétences devraient être précisées pour les régions et les départements. Le développement économique, l'aménagement du territoire, le sport et le tourisme pourraient être spécifiquement confiées aux régions. Les départements qui gèrent déjà toute la politique sociale pourraient également se concentrer sur les compétences de santé et de culture.

Concernant la question du « Grand Paris », le PS travaille encore une fois dans la concertation avec la mise en place de « Paris Métropole » qui regroupe sur la base du volontariat 74 communes. Il doit impérativement prendre en compte dans sa proposition alternative l'idée de partage des budgets entre les départements d'Île de France. La proposition du comité Balladur de fusionner le 75, le 92, 93 et le 94 a le mérite d'impliquer de fait la fusion de leurs budgets. Cela donnerait plus de moyens pour la Seine-Saint-Denis. Le PS doit étendre cette proposition à l'ensemble des départements englobés dans « Paris Métropole ».

Concernant les intercommunalités, le PS doit proposer une date limite à laquelle les communes devront impérativement avoir rejoint une communauté afin d'achever cet échelon. Il pourrait alors être reconnu comme une collectivité à part entière. Cela nécessite l'élection des présidents d'intercommunalité au suffrage universel direct – mesure qui semble appropriée au souci démocratique du PS. En outre, la présidence d'une intercommunalité n'est aujourd'hui pas considérée comme un mandat, ce qui favorise les cumuls avec d'autres fonctions. Le PS devrait proposer la prise en compte de ce mandat et la stricte limitation à un seul mandat par élu.

La proposition alternative du PS devrait également envisager une réforme des services déconcentrés de l'Etat. Les dépenses de personnel représentent presque un tiers du budget de l'Etat. Plutôt que de ne pas remplacer les postes d'enseignants qui partent à la retraite comme le fait le gouvernement, le PS pourrait proposer de supprimer à terme tous les doublons qui existent encore entre services déconcentrés de l'Etat et collectivités

locales. Ces doublons sont propices à la concurrence et aux conflits. Par exemple, la mise en place du plan banlieue est effectuée par les collectivités territoriales, mais aussi par l'Etat – qui a recruté du personnel à cette occasion.

Enfin, la proposition du PS doit intégrer une réflexion sur les finances publiques locales. Près de 75% de l'investissement en France provient des territoires. La taxe professionnelle est leur principale recette. Sa remise en cause n'est aujourd'hui pas appropriée. Au contraire, les régions doivent utiliser leur argent pour mettre en œuvre des politiques de consommation et d'investissement pour compenser à leur niveau les mesures que le gouvernement refuse de prendre face à la crise au niveau national.

La méthode de la proposition alternative est précieuse pour la crédibilité du Parti Socialiste. La direction du parti doit prouver sa capacité à formuler ces contre-propositions pas seulement en cas de crise grave, mais pour l'ensemble des sujets qui concernent aujourd'hui les citoyens. C'est ainsi qu'elle prouvera concrètement que « le Parti Socialiste est de retour ».

Etienne Longueville ■  
Section ■ Sciences Po-Jean Zay

## Proposer, encore proposer, toujours proposer... et puis agir !

*Remettre de la justice sociale dans le financement de l'enseignement supérieur*

**L**e Parti Socialiste doit apparaître aux yeux des Français comme une force crédible de propositions justes, efficaces et novatrices. Or, il a été pendant ces dernières années trop souvent inaudible, peu clair, assumant – à demi-mot seulement – des choix idéologiques pourtant entérinés de facto lorsque les socialistes étaient aux responsabilités de 1997 à 2002. L'élocution hésitante des instances dirigeantes du PS a ainsi créé de la confusion, voire une souffrance, chez les Français de gauche, y compris chez les militants eux-mêmes. Nous devons aujourd'hui mettre un terme à la fossilisation des idées afin de faire émerger des propositions neuves, alternatives aux réformes iniques de Nicolas Sarkozy, crédibles aux yeux des Français et s'inscrivant harmonieusement dans une grille de lecture remaniée et lisible de la société et des dynamiques à l'œuvre. Nous ne devons pas avoir peur de nous-mêmes. Nous ne devons pas craindre notre capacité - intacte - à réinventer le socialisme au risque de bousculer les dogmes confortables sur lesquels nous nous étions assoupis. C'est à cette condition sine qua non que nous pourrions convaincre les Français de nous faire confiance en 2012. Le récent plan de relance alternatif va ainsi dans la bonne direction. Il n'est toutefois qu'un tesson de la fresque politique d'ensemble que le PS doit encore créer à l'image d'une société moderne, plus solidaire, plus juste et respectueuse de chacun. Cette ambition n'est pas démesurée si nous réfléchissons collectivement et que les principaux responsables écoutent la proluxe production idéale des militants des sections qui, eux, n'ont jamais cessé d'imaginer. Commençons – et l'actualité s'y prête – par nous pencher sur un mode de financement de l'Université audacieux et porteur de justice sociale.

Il incombe en effet au Parti Socialiste d'avancer des solutions alternatives pour réformer le système actuel qui souffre de graves difficultés. La liste est longue des symptômes révélateurs des maux de l'Université française, depuis la régression de la France dans la compétition internationale, en passant par les conditions déplorables d'études dans certains établissements en situation de quasi-faillite, jusqu'à la colère légitime des enseignants-chercheurs dénigrés par le chef de l'Etat. Tandis que la cécité, la surdité et la brutalité de Nicolas Sarkozy n'ont fait qu'accentuer la crispation de la communauté universitaire, le PS doit être force d'écoute des premiers intéressés et force de propositions solides. Il faut en effet trouver de nouvelles solutions – au-delà des réorientations budgétaires que le PS demande – pour financer l'Université qui souffre d'un cruel manque de moyens.

Un levier de financement privilégié par le gouvernement Fillon est d'augmenter encore davantage les frais de scolarité en sachant que les étudiants contribuent pour environ 4% seulement au financement de l'enseignement supérieur. Nommé par le pouvoir comme tuteur de Xavier Darcos, le directeur de SciencesPo Richard Descoing vient d'ailleurs de décider d'une augmentation spectaculaire des droits d'inscription pour tous dès la rentrée 2009. Cette solution n'est actuellement pas acceptable car elle ne satisfait pas aux exigences de justice sociale et d'égal accès de tous à ce bien fondamental : l'enseignement supérieur. De plus, la paupérisation étudiante – accentuée en période de crise économique (difficulté de trouver un job pour financer ses études) et financière (restriction bancaire et durcissement des conditions d'emprunt) – est déjà insupportable car elle met en péril la réussite des

étudiants et les précarise prématurément. La gratuité des études supérieures est aujourd'hui un mythe. Aux frais d'inscription en constante hausse s'ajoutent les frais de logement, de transport, de sécurité sociale, l'achat de livres, d'un ordinateur personnel devenu souvent indispensable... Or l'Etat français aide peu les étudiants – 0,2% du PIB – contre 0,6% en Suède, 0,5% en Grande-Bretagne et 0,4% aux Pays-Bas. Augmenter les frais de scolarité, c'est donc, d'une part, décourager les étudiants des familles les plus modestes à s'engager dans des études supérieures – surtout depuis l'allongement d'un an de la durée des études consécutif à l'application du processus de Bologne (LMD). D'autre part, c'est obérer les chances de réussite des étudiants qui devront augmenter leurs quotes-parts d'heures d'activité professionnelle au détriment du temps consacré aux études. Majorer les frais d'inscription n'est assurément pas une solution de justice sociale. C'est également une aberration économique en ce que cela génère des désincitations fortes à l'abandon d'études supérieures à l'heure où la compétitivité de notre pays repose principalement sur le niveau et la qualité de formation des travailleurs.

Un second levier possible pour les universités est de rechercher des fonds privés pour financer des chaires, des laboratoires, ... Je pense qu'il ne faut pas être obtus sur la question, mais cette option ne doit être que résiduelle et doit s'inscrire dans les circonstances bien définies d'un projet et d'un partenariat aux contours précisément tracés. Si ce mode de financement effraie souvent, c'est parce que sont redoutés le spectre du désengagement concomitant de l'Etat et une compétition sous-jacente des établissements pour attirer des fonds par nature tendus vers la recherche d'un profit économique. Seraient avantagées les universités déjà les mieux dotées en atouts et privilégiées les disciplines les plus rémunératrices en termes de prestige et d'applications industrielles et tertiaires. De toutes manières, il y a fort à parier que la disponibilité des fonds des acteurs privés serait limitée et trop fluctuante pour être à la hauteur des besoins.

Les deux premiers leviers ne sont donc

pas satisfaisants car ils ne répondent pas aux exigences de justice sociale et d'égalité devant l'accès à un enseignement supérieur de qualité.

Quelle solution, juste et audacieuse, peut-on donc proposer, à gauche, pour refinancer l'Université en considérant la situation budgétaire et financière de notre pays ? L'idée, c'est de faire contribuer au financement de l'Université les anciens étudiants dans la mesure où ils ont un CDI, avec un niveau de salaire suffisant (à définir selon un certain nombre de paramètres).

L'Etat pourrait, dans ces conditions seulement, augmenter virtuellement les frais d'inscription annuels. Donnons un exemple plus concret. L'Etat décide qu'un parcours en Faculté (5 ans pour un master) justifie une contribution post diploma de l'étudiant de 2500 euros (soit 500 euros par an). Pendant son parcours, l'étudiant ne paie absolument rien, ce qui le libère, lui et sa famille, d'une contrainte financière. Mais un pourcentage du salaire sera prélevé au salarié pendant quelques années pour doter directement le budget de l'enseignement supérieur. Si le travailleur perd son emploi, les prélèvements s'interrompent jusqu'au prochain CDI. A la retraite la « dette étudiante » non remboursée cesse d'être exigible. Cette idée d'organiser la solidarité entre les différentes générations d'étudiants via une contribution financière des anciens étudiants (bien intégrés dans la vie active et disposant de ressources stables) a notamment été soutenue par le keynésien James Tobin qui l'expérimenta à Yale au début des années 1970. On appelle aussi cela prêts à remboursement contingent, car les remboursements n'interviennent que dans les bonnes années.

Cette solution permet de répondre aux besoins de financement supplémentaire des Universités (cf. l'exemple de l'Australie et la réforme de 1988, qui a inspiré la réforme de Tony Blair en 2004), appelle la création de véritables pôles d'insertion professionnelle des futurs diplômés afin – au-delà de la logique de l'emploi – d'assurer la fluidité du mécanisme de transferts. Mieux, le principe d'équité en ressort affermi. En effet, financer les classes

préparatoires et les grandes écoles intégralement par l'impôt sur le revenu revient aujourd'hui à faire peser sur l'ensemble des contribuables (dont la majorité n'a pas pu bénéficier de ces filières encore cadencées par les élites, et dont les enfants ont statistiquement toujours moins de chances d'intégrer que la progéniture de parents CSP+) le financement des étudiants déjà les plus favorisés. Il faut savoir que le parent référent de 62% des étudiants en prépas littéraires et scientifiques est cadre ou exerce une profession intellectuelle supérieure. Notons aussi que l'Etat investit 4 fois plus pour une scolarité complète en Grande Ecole que pour un parcours en Faculté. A cet égard, on peut imaginer un système de remboursement majoré pour les travailleurs issus de tels parcours classe prépa/grande école. Encourageant une logique de péréquation, l'Etat pourrait choisir de porter la contribution de ces étudiants à 10000 euros pour cinq années (contre 2500 dans l'exemple ci-dessus de la Fac).

La logique de justice sociale veut ainsi que l'investissement dans l'enseignement supérieur soit davantage financé par les contribuables qui en ont bénéficié directement – dans une conception assurantielle un peu similaire aux systèmes de pension par répartition. Cela libérerait des crédits pour les secteurs universitaires les plus en souffrance et afin de mener une politique de bourses volontariste et ambitieuse en direction des jeunes qui aujourd'hui sont tenus à l'écart de l'Université et des Grandes Ecoles ou contraints de cumuler les jobs pour s'en sortir.

Justice sociale, équité entre les étudiants et les filières, financement plus abondant : cette idée mérite d'être discutée au Parti socialiste, débattue, sophistiquée. La situation de l'enseignement supérieur français, en particulier de l'Université, exige de nous, socialistes, une vision claire et des solutions renouvelées et audacieuses. C'est, sur cette problématique comme sur d'autres enjeux, le seul moyen de replacer durablement l'espoir à gauche.

## Se donner bonne conscience ?

PROGRES regroupe des étudiants progressistes des Grandes Ecoles, qui veulent *Proposer*, en montrant qu'il existe des alternatives, pragmatiques et réalisables au "There Is No Alternative" libéral, *Réagir*, en s'exprimant vigoureusement contre les dérives sociales, et *Oser*, en dépassant les clivages politiques traditionnels

Quand on dit qu'on est de gauche dans une école de commerce, la probabilité est forte de s'entendre répondre : c'est pour te donner bonne conscience que tu fais ça, comme les gens qui font du social, c'est que vous n'assumez pas...

Je trouve particulièrement intéressant ce type de réactions. D'abord, cela voudrait dire que ceux qui tiennent ce discours ont, d'une manière ou d'une autre, mauvaise conscience d'être là où ils sont, quand ils sont eux-mêmes membres de ces écoles. Ou, pour les autres, que l'on devrait avoir mauvaise conscience d'en faire partie.

Pourquoi aurions-nous besoin de se donner bonne conscience parce que l'on fait du commerce ? Je suis personnellement convaincu que le rôle social des entrepreneurs, des économistes et des salariés des secteurs commerciaux est tout aussi important que d'autres. Il n'y a pas de mal à produire des richesses ! Nul besoin de rappeler qu'on ne peut pas redistribuer ce que l'on n'a pas.

Il n'y a pas lieu non plus d'avoir mauvaise conscience car nous sommes le produit d'un système éducatif d'où l'égalité des chances est de plus en plus absente. La mauvaise conscience ne sert à rien. La conscience que la situation ne

convient pas et qu'il faut la faire évoluer, si.

Pour les étudiants de droite, le discours de la mauvaise conscience est d'autant plus surprenant qu'eux ne devraient logiquement pas penser en ces termes. Sauf si leur conception du commerce est malhonnête et « sale », et qu'ils ont un peu de mauvaise conscience ! Il vaut mieux alors assumer qu'on ne pense qu'à l'argent.

Etre de gauche ne me donne pas « bonne conscience » car j'ai la conscience tranquille à la base, pour les raisons précédemment expliquées. De plus, je n'ai pas vraiment l'impression qu'il soit très « tendance » d'être de gauche en ce moment, avec l'image renvoyée actuellement par le PS, surtout dans l'environnement des écoles de commerce.

Il est évident qu'une part non négligeable de ceux qui s'engagent dans des activités sociales, associatives, politiques, le font par besoin de reconnaissance. Mais il me semble que c'est aussi le cas de ceux qui s'engagent dans de grandes carrières dans les affaires. Tout le monde a besoin de reconnaissance, chacun la recherche à sa manière...

En ce qui me concerne, me déclarer « de gauche » ne cherche pas à signifier que je suis plus généreux qu'un autre. Je ne suis pas de

gauche par idéalisme, je ne suis pas de gauche par charité, je suis de gauche par égoïsme. En effet, en tant que simple citoyen, je souhaite vivre dans une société dans laquelle les chances de réussir sont les mieux réparties possibles, dans laquelle la pauvreté est effectivement combattue, dans laquelle les prisons sont des endroits où l'on se réinsère et non où l'on apprend le crime, une société dans laquelle le système éducatif est considéré comme le meilleur des investissements. En tant que simple citoyen, je souhaite vivre dans une société méritocratique, non dominée par la reproduction inéluctable des élites. Je souhaite vivre dans une société qui ne s'accommode pas de la mendicité, de la délinquance, de la discrimination, de la ghettoïsation, et qui se dote des véritables armes pour les combattre, et pas simplement de nouvelles et inutiles lois pénales chaque année. Je souhaite vivre dans une société qui s'engage pour un développement durable et une économie positive, au-delà de simples effets de communication.

Je ne suis pas de gauche par sentiment, mais à l'issue d'un raisonnement qui me pousse à penser aux autres pour **mieux**, et non **plus**, penser à moi.

B.S.

PROGRES

## Plan CAMPUS et aménagement du Plateau de Saclay le point de vue des socialistes des communes concernées par le projet

Parmi tous les sujets touchant à nos thématiques et abordés par le gouvernement dans le désordre et sans une vision globale du système national et européen d'enseignement supérieur et de recherche, figure le dossier du plan CAMPUS de Valérie Pécresse. Dans la période actuelle où le mouvement de protestation dans l'université et la recherche atteint de très fortes proportions justifiées par des prises de décisions hâtives, sans concertation et écoute des propositions faites par la communauté,

l'aménagement du Plateau de Saclay est aussi un exemple de la stratégie du passer en force du gouvernement actuel.

En 2008, l'Etat a décidé de financer, grâce à des ventes d'actifs issus de la privatisation partielle d'EDF, pour une valeur initiale de 5 milliards d'euros et qui se réduirait maintenant à moins de 4 milliards, la rénovation et la restructuration d'une dizaine de campus universitaires. Après de nombreuses candidatures en réponse à un cahier des charges

établi par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, un comité d'évaluation a proposé à la ministre de retenir dix projets, dont celui autour de la Faculté des sciences d'Orsay et des établissements d'enseignement et/ou de recherche du Plateau de Saclay. Les autres sites qui profiteront de ce financement sont : Bordeaux, Grenoble, Lyon, Montpellier, Strasbourg, Toulouse, Aix-Marseille, Condorcet Paris-Aubervilliers, Paris intra-muros.

Si on peut se réjouir de ce premier effort annoncé, nous ne pouvons que dénoncer les limites de ce plan gouvernemental qui laisse de nombreux sites universitaires de 19 régions françaises sur la touche ! Les socialistes demandent une loi de programmation sur 5 ans permettant d'améliorer la situation générale de l'Enseignement Supérieur, avec des objectifs clairs et réalistes.

Concernant le projet Campus Orsay-Saclay, cette action plan CAMPUS se voit associée à un projet d'aménagement d'une vaste zone autour du Plateau de Saclay regroupant une cinquantaine de communes dans une Opération d'Intérêt National (OIN). Cette opération lancée initialement sous le gouvernement de Dominique de Villepin et reprise dernièrement par le nouveau secrétaire d'Etat au développement de la Région capitale, Christian Blanc, répond à une volonté de notre omni président de la République, Nicolas Sarkozy, de faire de cet aménagement un des grands chantiers de son quinquennat. Un projet de loi portant sur la création d'un établissement public de Paris-Saclay et relative à la valorisation de l'excellence scientifique et technologique, au développement économique et à la compétitivité internationale de son territoire est en discussion au sein du gouvernement.

La volonté derrière la création de ce cluster, dont le projet Campus est une des étapes offrant une source de financement (*critiquable dans l'utilisation de PPP, partenariats public privé, notamment pour des dépenses de fonctionnement sans parler de la dette laissée aux générations futures !*), est de faire émerger un pôle de recherche et d'innovation d'envergure mondiale en s'appuyant sur le potentiel déjà rassemblé à travers l'Université Paris Sud 11, les Grandes Ecoles, les centres de recherche publics et privés et les entreprises de pointe présents sur le territoire. Après un certain cafouillage ayant conduit au dépôt d'un premier projet en juillet 2008, où l'on ne parlait alors que de la rénovation de la faculté d'Orsay associée à la construction de quelques nouveaux bâtiments d'enseignement supérieur et de recherche, nous sommes maintenant arrivé au dépôt d'un projet le 10 février 2009 où la

## Les éléments essentiels du projet de "cluster scientifique et technologique" présenté par Christian BLANC

- Arrivée entre 2008 et 2020 sur le territoire concerné (plateau de Saclay + zone de la Minière-Satory) de 13.000 étudiants, 35.000 habitants (dont les étudiants) et 40.000 emplois
- Transfert de la Faculté des Sciences de l'Université Paris Sud XI depuis la vallée (Orsay-Bures) et de la Faculté de Pharmacie de Chatenay-Malabry vers le plateau (autour de La Martinière et du synchrotron Soleil).
- Création de plates-formes technologiques dans les domaines des nanotechnologies et des sciences et techniques de l'information et de la communication.
- Arrivée de nouvelles grandes écoles : Ecole Centrale Paris, AgroParisTech, ENSTA, ENS Cachan, Institut Télécom, Mines ParisTech.
- Création de centres de vie (commerces, équipements culturels et sportifs, centre de congrès, établissements d'enseignement à caractère international)
- Amélioration de l'offre de transport sur la ligne RER B et création (à horizon de 20 ou 30 ans) d'un "métro révolutionnaire" enterré reliant Orly à Versailles à travers le plateau
- Réalisation de deux lignes TCSP (transport en commun en site propre) Est-Ouest et Nord-Sud, complétées par un maillage de liaisons douces.
- Sauvegarde de 1800 hectares "d'espaces naturels, agricoles, paysagers et ruraux".

faculté d'Orsay est présentée comme devant déménager sur le plateau de Saclay.

L'ambition de créer un pôle de recherche et d'innovation d'envergure mondiale ne peut qu'être partagée par tous les acteurs concernés. Elle justifie que l'Etat y engage des moyens et veuille avoir son mot à dire dans sa mise en œuvre. Mais avoir voix au chapitre ne signifie pas vouloir tout décider et tout contrôler en écartant de la gouvernance les acteurs privilégiés que sont, en matière d'aménagement du territoire, les collectivités locales : communes, intercommunalités, départements et Région Ile-de-France. Or, de nombreux indices concordants montrent une volonté étatique affirmée de ne partager aucune décision.

Nous sommes, nous socialistes, **favorables à un aménagement concerté, démocratiquement débattu, respectueux de l'environnement et des choix faits par les collectivités territoriales** (projet de SDRIF, carte des espaces agricoles et respect des 2300 hectares de terres agricoles sauvegardées, PLH de la CAPS), inscrit dans un **calendrier** décrivant précisément les phases successives de réalisation, chacune de ces phases devant être dotée d'un **financement clairement identifié et garanti**.

Nous voulons une véritable **mixité sociale** avec la construction de logements pour les étudiants et chercheurs bien sûr,

mais également de ceux nécessaires pour réduire le déficit de logements sociaux et intermédiaires existant dans notre région. Ces logements doivent être accompagnés des services publics indispensables.

Nous souhaitons une large **interpénétration entre établissements d'enseignement, laboratoires, entreprises innovantes, logement, services aux entreprises et à la population**.

Nous demandons qu'aucune décision précipitée ne soit prise quant à un **éventuel transfert de la Faculté des Sciences de l'Université Paris XI sur le plateau** et soutenons la demande d'un **moratoire** exprimée par des chercheurs et enseignants de l'université. Seule une concertation approfondie associant tous les acteurs (personnels de tous statuts, étudiants, élus des communes concernées) permettra de dégager la meilleure voie définissant un **plan global d'aménagement sur l'ensemble vallée et plateau**. C'est là l'une des conditions pour redonner à ceux qui y étudient et y travaillent des conditions d'accueil satisfaisantes, à commencer par des locaux neufs ou rénovés.

Nous disons **oui à un réseau de transports en commun** maillant étroitement les plateaux (Saclay et Parc d'activités de Courtaboeuf) et les vallées et reliant le nouvel ensemble aux autres pôles d'attraction du



## De l'Art de l'effet d'annonce

Sud-Ouest de l'Ile-de-France (Saint-Quentin en Yvelines, Massy, Evry, Orly).

Pour nous, la maîtrise d'ouvrage doit s'articuler suivant deux dimensions : « Enseignement supérieur – Recherche – Innovation » sous la responsabilité d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) unique regroupant les PRES existants (UniverSud Paris et ParisTech), fédérant ainsi Université et Grandes Ecoles et associant à la gouvernance les organismes scientifiques publics et privés et « Aménagement du territoire » pilotée par une troïka collectivités locales – Etat – acteurs économiques dans laquelle les collectivités doivent être majoritaires.

Enfin, afin d'assurer une concertation large et ouverte à toutes les composantes du territoire, nous demandons que la Commission Nationale du Débat Public soit sollicitée.

Contact Michel Bessière

GSE ■ Saclay

Le GSE Recherche, Enseignement supérieur et Innovation du Plateau de Saclay et les sections locales des communes avoisinantes.

(contact : [gsercherche@yahoo.fr](mailto:gsercherche@yahoo.fr) pour en savoir plus : <http://questionrecherche.hautefort.com>)

Après un an de présidence de la République et au terme de son semestre de présidence du Conseil Européen, il est temps de faire un premier bilan de la politique européenne de Nicolas Sarkozy. Celui-ci se targue en effet d'avoir fait de l'Europe une union diplomatique respectée par toutes les grandes puissances, d'avoir rénové ses institutions par le Traité de Lisbonne, de l'avoir dotée d'un plan de relance économique global et d'une politique environnementale audacieuse. Evidemment, vu comme ça, le tableau semble idyllique. Evidemment, il ne représente pas la réalité. La presse européenne a été quasi-unanime pour louer son volontarisme, mais hormis l'excellent éditorialiste du quotidien espagnol El País Luis Bassets, il ne s'est trouvé personne pour se demander quelle peut être la portée réelle de la volonté présidentielle. Par contre, c'est bien sur la scène européenne que M. Sarkozy a le mieux exercé un art dans lequel il excelle : faire passer des mesures ou des décisions sans envergure pour des monuments d'audace qui changeront la face du monde. Autrement dit : l'effet d'annonce.

Commençons par le commencement : le premier dossier auquel le président français s'est attaqué en matière de politique européenne concernait le traité simplificatif du traité constitutionnel européen, devenu par la suite Traité de Lisbonne. Après les refus du traité constitutionnel originel par les peuples français et néerlandais, l'Allemagne, président alors le Conseil Européen, avait constitué un groupe d'experts présidé par l'Italien Giuliano Amato, chargé de rédiger un nouveau texte, allégeant la forme mais sans toucher le fond. Cette commission rendit son texte début juin 2007 et le Conseil Européen de Bruxelles du 21 juin 2007 devait l'accepter officiellement. Toutefois, ce Conseil semblait bien mal parti, puisque deux pays membres avaient affirmé ne pas vouloir signer ce texte : le

Royaume-Uni s'opposait formellement à la création d'un Ministre Européen des Affaires Etrangères tandis que la Pologne refusait à la fois la référence à la Charte des Droits Fondamentaux (les jumeaux Kaczynski, alors au pouvoir, craignaient qu'elle ne les oblige à libéraliser le droit de la famille et à ne plus considérer les médecins pratiquant l'avortement comme des assassins) et l'adoption de la règle de la double majorité. Malgré ces réticences, et au terme de trois jours et trois nuits de négociations pendant lesquels le regretté porte-parole de l'Elysée David Martinon n'aura eu de cesse de louer l'endurance d'un Nicolas Sarkozy assimilé à Jack Bauer, un texte très proche du rapport Amato est finalement adopté, signé par tous les chefs d'Etat européens à Lisbonne le 13 décembre 2007 et ratifié jusqu'à présent par 25 des 27 pays membres, en attendant la ratification tchèque déjà acquise en février. Une démonstration de l'efficacité du volontarisme sarkozyste ? Plutôt un splendide spécimen d'effet d'annonce parfaitement réussi, à étudier dans tous les IEP. Le Royaume-Uni refusait un ministre européen des affaires étrangères ? Le Traité de Lisbonne instituera à sa place un « haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité », accepté par Gordon Brown et doté des mêmes pouvoirs qu'un ministre. Mais M. Brown aurait eu du mal à refuser ce « haut représentant », puisque ce poste existe déjà depuis près de dix ans, ce que tout le monde feint d'avoir oublié. Le moins que l'on puisse dire, c'est que son titulaire depuis 1999, l'Espagnol Javier Solana, n'a pas brillé par son efficacité. Les institutions diplomatiques de l'Union ne seront donc pas modifiées du tout, alors que créer un pôle diplomatique pouvant s'exprimer au nom des 27 était un des objectifs principaux du premier Traité Constitutionnel. La Pologne refusait la Charte des Droits Fondamentaux ? On rajoute une ligne au texte pour préciser que la Charte s'applique à tous les pays membres ... sauf à ceux qui ne le souhaitent pas.

Pour une Union qui se veut un modèle en matière de Droits de l'Homme, c'est un comble. La Pologne s'opposait à la règle de la double majorité ? Là encore, on précise que l'adoption de cette règle est repoussée à des négociations prévues pour 2014. Le problème n'est donc pas résolu, il est juste repoussé. Nicolas Sarkozy affirmait avoir relancé l'Europe avec « son » Traité ( remarquons qu'à quelques phrases près, ce traité est en réalité un produit du Groupe Amato, institué par la présidence allemande et s'inspirant du travail de la Commission Giscard d'Estaing : parler du Traité de Lisbonne comme d'un texte dû à M. Sarkozy est donc tout simplement faux ) ; une analyse des faits nous montre qu'il n'en est rien, puisque les enjeux majeurs ( unité diplomatique, fonctionnement plus démocratique de l'Union grâce à la double majorité ) ont été escamotés.

Après de si brillants débuts sur la scène européenne, les esthètes de l'effet d'annonce attendaient la présidence française de l'Union Européenne avec impatience. Ils n'ont pas été déçus. En effet, si certaines des actions de M. Sarkozy au cours de ces six mois ont été marquées par le bon sens, toutes sans exception ont été survendues par le président, qui leur a systématiquement attribué des conséquences positives qu'elles n'ont pas eu et qu'elles n'auront jamais. Bien sûr, cela relève parfois de la sympathique exagération qui agace juste un peu. Mais à d'autres occasions, c'est bien de malhonnêteté intellectuelle qu'il s'agit, dont les retombées pourraient s'avérer désastreuses sur le long terme.

La première mesure de la présidence française fut de lancer dès le 13 juillet 2007 l'Union pour la Méditerranée. Cette union a certes permis de donner un point commun à la Finlande et à la Mauritanie et de faire une jolie photo de Nicolas Sarkozy avec certains des pires dictateurs de la planète ( l'attention s'est injustement focalisée sur Bachar Al-Assad : Hosni Moubarak et Zine Ben Ali ne sont pourtant guère plus fréquentables ) ; toutefois il est aujourd'hui difficile de comprendre l'utilité d'une telle union. Si le déve-

loppement des infrastructures de la rive Sud de la Méditerranée, qui est le principal objectif de l'UPM, est parfaitement louable puisque c'est le seul moyen d'enrayer l'immigration illégale, il semble extrêmement peu probable que cette union y contribue pour la simple raison qu'elle ne dispose pas d'un véritable budget. Il y a donc ici aussi un fossé considérable entre le discours (un partenariat économique censé contribuer à la croissance des pays d'Afrique du Nord) et les faits (l'UPM est condamnée à rester une coquille vide faute de moyens).

Par la suite, M. Sarkozy s'est distingué par sa réactivité après l'attaque de l'armée géorgienne contre son propre peuple. Dans ce dossier beaucoup plus complexe que certains, à l'image de Bernard Kouchner, ne veulent le croire, il faut reconnaître que, pour une fois, le président n'a pas confondu vitesse et précipitation : il lui aurait été facile

*Le plan de relance donne donc une impression d'occasion gâchée : au lieu de faire de l'UE une union économique aboutie, il confirme la vision, bien triste au regard des proeuropéens convaincus, d'une Europe des Etats dans laquelle on cherche toujours à s'en remettre au plus petit dénominateur commun.*

de condamner « cette agression russe contre la démocratie qui ne doit pas rester impunie » selon les termes de Dick Cheney. Au lieu de quoi il a proposé un plan de paix très ambitieux, exigeant des concessions de Dmitri Medvedev comme de Mikheil Saakachvili. Et il en a profité pour réaliser un nouvel effet d'annonce, un véritable chef-d'œuvre : dans le discours présidentiel, ce plan de paix est devenu la démonstration de l'unité diplomatique européenne et de la force de persuasion de celle-ci face à une puissance comme la Russie. Or, en réalité, ce plan ne démontre rien de tout ça. En effet, il est loin d'être

un produit de l'union car celle-ci est extrêmement désunie sur ce dossier, les « diplomates » français et allemands s'opposant aux faucons britanniques, suédois et surtout polonais, pour qui la Géorgie est une démocratie agressée par une puissance nationaliste désireuse d'écraser toute tentative de libéralisme politique dans sa sphère d'influence, passant commodément sous silence le fait que Saakachvili (dont la réélection en janvier 2008 n'a rien eu de démocratique) a ordonné le bombardement de ses propres concitoyens à Tskhinvali, causant la mort d'au moins 100 personnes (selon l'armée géorgienne) et d'au plus 1500 (selon l'armée russe).

Les deux points de vue sont irréciliables et le plan français n'est, heureusement, pas parvenu à les réconcilier, n'intégrant que la vision, sensée, franco-allemande du conflit. Quant à l'utopie selon laquelle c'est ce plan de paix qui a incité la Russie à ne pas renverser le régime de Saakachvili, elle suppose que MM. Poutine et Medvedev seraient assez idiots pour ne pas voir le fossé qui existe entre intervenir dans une province sécessionniste et renverser un allié de Washington. Avec ce plan ou sans lui, cette guerre osète se serait déroulée de la même façon : pour s'en convaincre, il suffit de voir le peu de cas que fait l'armée russe du paragraphe de ce plan lui intimant de se retirer d'Ossétie du Sud. Malgré tout, le mirage d'une union renforcée face à son voisin oriental grâce à M. Sarkozy a été communément admis : notre président a donc encore une fois parfaitement réussi son effet d'annonce.

Comme lorsqu'il fut confronté à la guerre russo-géorgienne, Nicolas Sarkozy a plutôt vite et plutôt bien réagi face à la crise économique. Il a compris que sans action concertée avec nos partenaires européens, qui sont aussi nos principaux partenaires commerciaux, tout plan de relance serait condamné à l'échec. Mais encore une fois, on ne peut que constater l'écart entre les vertus supposées du plan européen annoncé le 26 novembre dernier et la réalité. Ce plan est certes d'une ampleur considé-



nable : 200 milliards d'euros. Mais il est constitué à 85% de mesures qui seront prises à l'échelle nationale. Seuls 30 milliards d'euros seront prélevés sur le budget de l'UE, essentiellement parce que celui-ci ne peut guère contribuer plus. La crise était pourtant une formidable opportunité pour enfin doter l'UE d'un budget conséquent. En effet celui-ci s'élevait en 2006 à 121 milliards d'euros (dont 43 consacrés à la PAC), laissant en quelque sorte l'union au milieu du gué car unie par une politique monétaire commune, mais sans véritable politique budgétaire. Le plan de relance donne donc une impression d'occasion gâchée : au lieu de faire de l'UE une union économique aboutie, il confirme la vision, bien triste au regard des proeuropéens convaincus, d'une Europe des États dans laquelle on cherche toujours à s'en remettre au plus petit dénominateur commun.



Le dernier grand événement de la présidence française du conseil européen fut un nouveau conseil européen à Bruxelles, les 10 et 11 décembre derniers. Au cours de celui-ci, le plan de relance européen a été adopté, des objectifs ambitieux en matière de politique environnementale ont été annoncés et le Premier Ministre irlandais Brian Cowen a accepté d'organiser un nouveau référendum sur le Traité de Lisbonne. Les médias, français en tête, n'ont donc pas manqué de considérer ce sommet comme une réussite et Nicolas Sarkozy a pu prononcer en clôture un splendide discours d'auto-congratulations. C'est vrai : ce sommet a très bien résumé la politique européenne de notre président : il a pu y réaliser ses

plus beaux effets d'annonce.

Ce sommet ressemble étrangement au précédent sommet de Bruxelles de juin 2007, duquel est sorti le futur Traité de Lisbonne. En effet, la situation sur un point (les objectifs de réduction de la part du charbon dans les ressources énergétiques de l'union) y était bloquée par un groupe de pays (au premier rang desquels on retrouvait la Pologne) qui menaçait de faire échouer toute tentative d'accord. Comme en juin 2007, Nicolas Sarkozy est parvenu à unir les 27 sur un même texte. Et comme en 2007, il n'a pas résolu le problème. Il s'est contenté de promettre à la Pologne qu'elle serait exemptée de mesures contraignantes en matière d'efforts de sortie de l'industrie houillère et à l'Italie qu'elle pourrait continuer de subventionner toutes les branches de son industrie sans se soucier de leur impact sur l'environnement. Le sommet de Bruxelles n'aura donc strictement pas permis le moindre progrès sur ce dossier, puisque les pays qui se sont finalement engagés sur un texte véritablement ambitieux étaient ceux qui étaient déjà d'accord depuis longtemps pour essayer d'atteindre ces objectifs. On nous a annoncé une réussite, nous n'avons obtenu qu'une stagnation.

Il y a toutefois beaucoup plus grave : en voulant absolument s'assurer la ratification de « son » Traité de Lisbonne par l'Irlande, Nicolas Sarkozy a sacrifié l'efficacité à venir de l'union à de basses considérations politiques. L'une des principales raisons pour lesquelles les Irlandais ont refusé ce Traité était leur peur d'une Commission réduite à 18 membres car celle-ci ne serait plus tenue d'avoir en son sein un de leurs concitoyens. Cette Commission réduite était une mesure importante pour le Groupe Amato, qui craignait qu'une commission élargie à 27 membres perde de son efficacité. M. Sarkozy n'a pas tenu compte des avertissements de ce comité d'experts et a promis à M. Cowen que la prochaine Commission serait élargie. Il prend donc le risque d'affaiblir encore la principale institution de l'exécutif européen, en la subordonnant aux exigences irlandaises. Cela illustre le peu de cas qu'il fait de l'efficacité des instances communau-

taires. De même, il semble également privilégier son rapprochement idéologique avec le Royaume-Uni par rapport à l'efficacité du plan de relance européen, comme l'atteste la réunion de préparation du sommet de Bruxelles les 7 et 8 décembre à Londres : celui-ci devait permettre de définir les grandes lignes de l'économie européenne... sans inviter la dirigeante de la principale économie de l'union ! Une décision bien étrange de la part de MM. Brown et Sarkozy qui ressemble fort à une punition pour Mme. Merkel, coupable de ne pas tenir autant qu'eux à une relance conjoncturelle massive.

La scène européenne a donc jusqu'à présent permis à M. Sarkozy de donner l'illusion d'avoir relancé l'Europe. Malgré tout, si son bilan concret est finalement encore très maigre, en tout cas par rapport à ce qu'il tente de nous faire croire dans ses discours, si le dernier sommet de Bruxelles a dévoilé son mépris pour les institutions européennes, Nicolas Sarkozy sera tout de même parvenu à faire parler de l'Europe. Jamais depuis sa création les journaux n'avaient autant titré sur elle, jamais elle n'avait été au cœur de tant de débats. Durant la présidence française du Conseil Européen, cette union qui paraissait froide et éloignée des préoccupations des citoyens a intéressé le grand public. Et ça, pour tous les proeuropéens, c'est vraiment une réussite.

Alexandre Hendriks  
Association "Contre Courant" / HEC

# La déclaration de principes du Parti Socialiste

## Préambule

Le Parti socialiste plonge ses racines dans la tradition de l'humanisme et dans la philosophie des Lumières. Il fait siennes les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, proclamées par la Révolution Française. Il est né de la rencontre entre une pensée critique, riche et diverse, et l'action du mouvement ouvrier qui, pendant deux siècles, ont porté une contestation de l'organisation sociale façonnée par le capitalisme et ont défendu le projet d'une société solidaire dont tous les membres jouissent des mêmes libertés et des mêmes droits. Il revendique le souvenir de la Commune, l'héritage de la République et de son oeuvre démocratique, des grandes conquêtes sociales du Front Populaire, de la Libération, de mai 1981 et des gouvernements de gauche qui se sont succédés. Il participe des grands combats politiques et intellectuels pour la liberté de l'homme, de l'Affaire Dreyfus à l'abolition de la peine de mort.

Ces ambitions sont plus que jamais d'actualité. Pour les socialistes, l'être humain est un être doué de raison, libre, un être social qui grandit de sa relation aux autres, ouvert à toutes les potentialités. C'est pour cela, que les conditions dans lesquelles il vit sont essentielles. Bâtir un monde nouveau et meilleur, obéissant à la dignité de l'homme et assurant la sauvegarde de la planète, est la tâche première des socialistes, celle qui motive un engagement renouvelé pour le progrès au fil des générations, par-delà les moyens mis en oeuvre, qui, eux, se formulent différemment dans le temps selon les enjeux et les problèmes.

Le socialisme démocratique veut être une explication du monde, une pédagogie de l'action, un avenir pour l'humanité. Sa nature est « d'aller à l'idéal et de comprendre le réel », d'inventer le futur et de travailler dans le présent, d'assumer les tensions et les contradictions qui en résultent et font la vie humaine.

**article 1** : Être socialiste, c'est ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est. L'idée socialiste relève, à la fois, d'une révolte contre les injustices et de l'espoir pour une vie meilleure. Le but de l'action socialiste est l'émancipation complète de la personne humaine et la sauvegarde de la planète.

**article 2** : L'égalité est au coeur de notre idéal. Cette quête n'a de sens que par et pour les libertés. Égalité et liberté sont indissociables. Aux injustices et aux violences du monde, l'idée socialiste oppose un engagement pour une humanité libre, juste, solidaire et respectueuse de la nature. Elle porte un message universel, dès lors qu'il s'agit de défendre les droits fondamentaux de chacun et de tous. Pour les socialistes, ces objectifs ne peuvent être atteints à partir du fonctionnement spontané de l'économie

et de la société. La redistribution permanente des ressources et des richesses est nécessaire pour donner une réalité à l'égalité des droits, offrir à

**article 6** : Les socialistes portent une critique historique du capitalisme, créateur d'inégalités, porteur d'irrationalité, facteur de crises, qui demeure d'actualité à l'âge d'une mondialisation dominée par le capitalisme financier. Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale.

**article 13** : Le Parti socialiste est un parti réformiste. Il porte un projet de transformation sociale radicale. Il sait que celle-ci ne se décrète pas, qu'elle résulte d'une volonté collective forte assumée dans le temps, prenant en compte l'idéal, les réalités et l'histoire. Le Parti socialiste veut contribuer à changer la vie avec la société et par la société, par la loi et le contrat. Il ne considère jamais les rapports de force d'un moment comme figés ou indépassables. Il entend lutter contre tous les déterminismes so-

**article 21** : Le Parti socialiste veut rassembler toutes les cultures de la gauche. Il ne se résigne pas aux divisions de l'histoire. Organisant en son sein depuis toujours un libre débat, il appelle tous les hommes et toutes les femmes qui partagent ses valeurs à rejoindre ce combat.



### Allons voir si la Rose

ont participé à ce numéro les sections universitaires du PS :

Jaurès ENS-Ulm, Sciences Po-Jean Zay, Contre-Courant / HEC, GSE Recherche Enseignement Supérieur et Innovation, et P.R.O.G.R.E.S.

maquette :

Pierre-André Clément et Hugo Christy

auteurs :

Sebastian Billows, Florent Buisson, Jean-Edouard Colliard, Thomas Ernoult, Jean-François Guinti, Etienne Longueville, Jérôme Meyer, Romain Pigenel, Simon Vanackere

site internet :

<http://www.ps-universites.fr>

contacts journal :  
[contact@ps-universites.fr](mailto:contact@ps-universites.fr)

contacts secrétaires de section :  
Jaurès-ENS / Jérôme Meyer :  
[contact@ps-ens.org](mailto:contact@ps-ens.org)  
[www.ps-ens.org](http://www.ps-ens.org)

Sciences Po / Etienne Longueville :  
[etienne.longueville@sciences-po.org](mailto:etienne.longueville@sciences-po.org)  
[www.ps-sciencespo.com](http://www.ps-sciencespo.com)

Les propos tenus dans le présent numéro n'engagent que leurs auteurs. Ni le Parti Socialiste, ni les sections universitaires du Parti Socialiste ne pourront être tenus pour responsables.